



**PRÉFET  
DE LA REGION  
NORMANDIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création de forages sur les communes de Le Thil et de Doudeauville-en-Vexin (Eure)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,  
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 19-144 du 3 décembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-4158 relative au projet de création de forages sur les communes de Le Thil et de Doudeauville-en-Vexin dans le département de l'Eure, déposée par Monsieur Bertrand LOOBUYCK, gérant de la SCEA de l'Herbière, reçue complète le 12 août 2021 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 17 août 2021 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure en date du 16 août 2021 ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste à créer de un à trois forages d'une profondeur de 60 mètres, afin d'irriguer 50 hectares de pommes de terres sur les communes de Le Thil et de Doudeauville-en-Vexin dans l'Eure, à raison de 115 000 m<sup>3</sup> maximum d'eau par an ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique n°27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui concerne les « forages en profondeur, notamment[...] les forages pour l'approvisionnement en eau » qui soumet à un examen au cas par cas les « forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m » afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

**Considérant la localisation du projet :**

- sur la parcelle B-496 de la commune de Le Thil et sur la parcelle ZA-62 de la commune de Doudeauville-en-Vexin ;
- à environ 6 kilomètres du site Natura 2000 le plus proche, la zone spéciale de conservation « *forêt de Lyons* », FR2300145 ;
- en dehors de toute zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I ou II ;
- en dehors de tout périmètre de captage d'eau ;
- en dehors d'une zone couverte par un arrêté préfectoral de protection de biotope ;
- en dehors de tout site inscrit ou classé ;

**Considérant** que la nappe visée et celle de la « *Craie du Vexin Normand et Picard* », FRHG201 ; que le projet de forage ne se situe pas en zone de répartition des eaux ;

**Considérant** la pression opérée sur la nappe de la « *Craie du Vexin Normand et Picard* » par la présente demande de prélèvement annuelle estimée à 115 000 m<sup>3</sup> et qui couvre également la période potentiellement tendue entre mai et septembre ; que cette demande vient se cumuler avec d'autres demandes de prélèvements sur cette même nappe ;

**Considérant** que les prélèvements ont une influence sur la recharge des deux affluents de la Seine ;

**Considérant** ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci apparaît susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## DÉCIDE

### **Article 1er**

Le projet de création de forages destinés à irriguer 50 hectares de pommes de terre, sur les communes de Le Thil et de Doudeauville-en-Vexin dans l'Eure **est soumis à évaluation environnementale**.

### **Article 2**

En fonction des informations fournies dans le dossier de demande d'examen au cas par cas, l'évaluation environnementale doit en particulier porter sur l'eau et notamment sur la capacité de la nappe de la « *Craie du Vexin Normand et Picard* » à supporter l'importance du prélèvement, ceci sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 14 septembre 2021

Pour le préfet de la région  
Normandie et par délégation,  
le directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement,



Olivier MORZELLE

### **Voies et délais de recours**

*Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.*

*Le recours gracieux doit être adressé à :*

*Monsieur le préfet de la région Normandie  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
7 place de la Madeleine  
CS16036  
76 036 ROUEN CEDEX*

*Le recours hiérarchique doit être adressé à :*

*Madame la ministre de la Transition écologique  
Ministère de la Transition écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75 007 PARIS*

*Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :*

*Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76 000 ROUEN*

*Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*